



NATIONS UNIES

ASSEMBLEE GENERALE



Distr.
GENERALE
A/33/198
22 septembre 1978
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-troisième session
Point 88 de l'ordre du jour

DECENNIE DES NATIONS UNIES POUR LA FEMME : EGALITE, DEVELOPPEMENT ET PAIX

Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour
la femme

Rapport du Secrétaire général

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION	1 - 2	3
II. RECOMMANDATIONS FAITES PAR LE COMITE CONSULTATIF A SA TROISIEME SESSION	3 - 32	4
A. Recommandations sur les projets proposés par les commissions régionales	8 - 22	5
1. Projets proposés par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	8 - 16	5
2. Projets proposés par la Commission économique pour l'Asie occidentale	17 - 20	6
3. Projets proposés par la Commission économique pour l'Amérique latine	21 - 22	6
B. Demandes de financement de personnel émanant de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), de la Commission économique pour l'Asie occidentale (CEAO), de la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) et de la Commission économique pour l'Afrique (CEA).....	23 - 25	7

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragrapbes</u>	<u>Pages</u>
C. Principes directeurs et autres procédures administratives	26 - 30	8
D. Nomination d'un administrateur au Centre pour le développement social et les affaires humanitaires du Département des affaires économiques et sociales internationales	31 - 32	9
III. OBSERVATIONS DU SECRETAIRE GENERAL	33 - 38	10
ANNEXE I RESUME DES PROJETS CHOISIS PAR LE COMITE CONSULTATIF POUR ETRE FINANCES PAR LE FONDS		
ANNEXE II ETAT FINANCIER DU FONDS DE CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES		

/...

I. INTRODUCTION

1. A sa trente-deuxième session, l'Assemblée générale a adopté la résolution 32/141 du 16 décembre 1977 dans laquelle, entre autres choses, elle a noté avec satisfaction les décisions que le Comité consultatif du Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme avait prises à ses première et deuxième sessions, tenues en mars et juin 1977; exprimé l'espoir que les projets que le Comité consultatif avait déjà approuvés seraient mis en oeuvre aussi rapidement que possible; prié instamment les institutions spécialisées et autres organismes concernés des Nations Unies, y compris le Programme des Nations Unies pour le développement, d'assister les commissions régionales dans la formulation des projets élaborés dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour la femme, en vue de les soumettre au Comité consultatif; prié en outre instamment les institutions spécialisées et autres organismes concernés des Nations Unies, y compris le Programme des Nations Unies pour le développement, de coopérer étroitement avec le Comité consultatif en vue du développement des programmes de nature à favoriser la promotion de la femme; prié le Secrétaire général de continuer à présenter annuellement un rapport sur la gestion du Fonds et :

- a) d'inclure dans ses rapports un résumé des projets retenus par le Comité consultatif, aux fins de financement par le Fonds; b) de présenter périodiquement à l'Assemblée générale des rapports intérimaires sur la réalisation de ces projets.

Le présent rapport a été établi suite à cette demande.

2. Le présent rapport comprend une introduction et deux sections. La section II récapitule les avis donnés par le Comité consultatif à sa troisième session concernant a) les projets proposés par les commissions régionales, b) les demandes de financement de personnel émanant des commissions régionales, c) les principes directeurs et autres procédures administratives et d) la nomination d'un fonctionnaire au Centre pour le développement social et les affaires humanitaires du Département des affaires économiques et sociales internationales. La section III contient les observations du Secrétaire général. On trouvera un résumé des projets financés par le Fonds dans l'annexe I et un exposé de l'état financier du Fonds dans l'annexe II.

II. RECOMMANDATIONS FAITES PAR LE COMITE CONSULTATIF A SA TROISIEME SESSION

3. Le Comité consultatif, créé conformément au paragraphe 3 de la résolution 31/133 de l'Assemblée générale, a tenu ses deux premières sessions en mars et juillet 1977. Dans le rapport sur la gestion du Fonds qu'il a présenté à l'Assemblée générale à sa trente-deuxième session (A/32/174), le Secrétaire général a fait rapport sur les recommandations du Comité lors de ces deux sessions.

4. La troisième session du Comité consultatif a eu lieu au Siège les 28 et 31 octobre et les 2 et 11 novembre 1977. Les membres du Comité ont tenu quatre réunions officielles.

5. Le Comité était saisi de propositions ou d'idées de projets présentées au Secrétariat par les commissions régionales intéressées. La Commission économique pour l'Asie occidentale a envoyé des propositions préliminaires concernant des projets; la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique a proposé 11 projets et la Commission économique pour l'Amérique latine a envoyé un document relatif aux activités de la CEPAL dans le domaine de l'intégration des femmes au développement. (La Commission économique pour l'Afrique avait présenté des projets qui avaient été approuvés à la deuxième session du Comité consultatif.)

6. Le Comité a jugé encourageantes les propositions présentées par la Commission économique pour l'Asie occidentale, la Commission économique pour l'Amérique latine et la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, lesquelles prouvaient clairement que ces commissions souhaitaient formuler des programmes solides à l'intention des femmes et se servir du Fonds de contributions volontaires conformément aux critères établis dans la résolution 31/133 de l'Assemblée générale. Le Comité a regretté qu'il ne lui soit pas possible à ce stade de proposer l'allocation de fonds pour un nombre important de projets, en raison notamment du fait qu'aucun administrateur de programme n'avait encore été recruté dans ces régions qui puisse faciliter l'identification et la formulation de projets. Les commissions ont également fait observer que le temps alloué pour l'élaboration de projets détaillés était extrêmement bref.

7. En examinant les propositions, le Comité est parvenu à certaines conclusions de caractère général. Premièrement, il a estimé qu'il serait utile de faire de nouvelles suggestions quant aux principes directeurs qui devaient régir l'administration du Fonds. Deuxièmement, il a décidé qu'il ne pouvait donner d'avis sur les projets dont le coût n'était pas estimé, bien qu'il ait lu avec intérêt tous les plans formulés. Troisièmement, s'agissant de la recherche, le Comité a décidé qu'il pouvait seulement recommander qu'une proportion limitée des 400 000 dollars alloués à chaque région soit consacrée à la recherche et que, pour l'instant, il lui semblait indiqué de fixer un plafond de 50 000 dollars. Le Comité a recommandé que la recherche soit, dans toute la mesure du possible, conçue de manière à fournir des renseignements directement liés à la planification de projets et de programmes donnés; il savait, toutefois, que des études spécifiques sur l'effet de la modernisation sur les femmes pouvaient également avoir un rôle à jouer dans la mesure où elles indiquaient clairement aux planificateurs qu'il fallait tenir compte du rôle des femmes dans toute planification du développement.

/...

A. Recommandations sur les projets proposés
par les commissions régionales

1. Projets proposés par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

8. Le projet relatif à la formation de moniteurs chargés d'initier les femmes des zones rurales aux activités génératrices de revenus et aux procédés permettant d'économiser le travail satisfaisait aux critères de paiement énoncés dans la résolution.

9. Le Comité a noté que la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) avait présenté deux projets concernant la recherche (études de cas sur l'effet du changement sur la situation économique et sociale de la femme dans certains pays et recherches et études dans cinq pays). Il a estimé que des fonds devaient être alloués à ces projets si ceux-ci étaient révisés par la CESAP de manière à ne pas dépasser la limite des 50 000 dollars.

10. Le Comité a jugé que le projet relatif à l'assistance technique aux planificateurs pour promouvoir la participation des femmes des zones rurales aux projets de développement local méritait de recevoir la priorité; il a cru comprendre toutefois que le Programme des Nations Unies pour le développement envisageait déjà de le financer. La Commission elle-même avait noté qu'il était possible d'intégrer ce projet à la proposition concernant les journées d'études sur les stratégies. Le Comité s'est déclaré disposé à examiner une proposition révisée si la CESAP le souhaitait.

11. Le Comité a reconnu que le projet relatif au programme collectif d'initiation au travail indépendant et à la vie familiale destiné aux jeunes femmes des zones rurales devait être renvoyé à la CESAP pour révision et consultation avec les gouvernements et les organismes des Nations Unies.

12. Le Comité s'est déclaré disposé à examiner lors d'une prochaine session une version révisée du projet lié à la réadaptation des femmes et des enfants physiquement handicapés à la suite de la guerre au Viet Nam, lorsqu'il aurait reçu l'assurance que des mesures avaient été prises pour coordonner ces activités avec les organismes des Nations Unies intéressés et pour obtenir l'approbation du gouvernement concerné.

13. Le Comité a jugé que le projet concernant la formation des femmes déplacées en Thaïlande devait être coordonné avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et le gouvernement intéressé et présenté de nouveau si la CESAP le souhaitait.

14. Le Comité s'est intéressé au projet concernant la promotion de la productivité économique des femmes des zones rurales grâce à l'action coopérative et il a estimé que ce projet devait être financé à condition de bénéficier d'un appui gouvernemental suffisant et d'être complété par les activités voulues.

/...

15. Tout en approuvant les objectifs du projet relatif aux techniques de participation (formation à l'intention des femmes occupant des postes de responsabilité), le Comité doutait que l'approche envisagée (séminaires d'une semaine et activités complémentaires de deux jours à l'intention des responsables de la planification) contribue utilement à la solution des problèmes en question. De plus, rien n'indiquait que les quatre pays où les séminaires proposés se tiendraient s'intéressaient à ce projet. Le Comité a donc recommandé qu'il ne soit pas approuvé.

16. En ce qui concerne le projet de bourses pour la formation des femmes à la planification du développement, le Programme des Nations Unies pour le développement a informé le Comité que les instituts de planification régionale des Nations Unies disposaient de fonds à cette fin. Le Comité a jugé qu'il fallait donner aux femmes toute possibilité de bénéficier de ces bourses. Il a donc recommandé que le projet ne soit pas approuvé.

2. Projets proposés par la Commission économique pour l'Asie occidentale

17. Le Comité a observé que la Commission économique pour l'Asie occidentale (CEAO) avait fait des progrès sensibles dans la mise au point d'un programme pour l'intégration des femmes au développement. Les projets proposés prévoyaient l'action d'une aide dans divers domaines - organisations féminines, formation de monitrices, formation aux techniques génératrices de revenus, augmentation des activités intéressant les femmes dans divers instituts. Toutefois, le Comité ne pouvait envisager de financer ces projets, aucune estimation de dépenses n'ayant été présentée.

18. Le Comité a noté qu'une recherche orientée vers l'action figurait dans les plans de la CEAO pour 1978. Conformément aux dispositions prises pour d'autres régions, le Comité a recommandé une allocation de 50 000 dollars à cette fin, à condition qu'une proposition valable lui soit présentée.

19. Le Comité n'a pas recommandé que les ressources du Fonds de contributions volontaires soient utilisées pour financer des journées d'études interorganisations, étant donné qu'à son avis c'était aux organismes intéressés qu'il appartenait de financer ces activités.

20. Le Comité ne pouvait envisager de donner suite à une demande tendant à financer des services de consultants, aucune indication n'ayant été donnée quant aux activités dont ceux-ci seraient chargés.

3. Projets proposés par la Commission économique pour l'Amérique latine

21. En examinant le programme de la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) concernant l'intégration des femmes au développement, le Comité s'est déclaré satisfait de la mesure dans laquelle ce programme donnait suite au plan d'action régional adopté à la Conférence régionale sur l'intégration de la femme dans le développement économique et social de l'Amérique latine (La Havane, 13 au 17 juin 1977). Le Comité a noté avec intérêt les projets envisagés dans cinq pays de la région, mais il n'a pas formulé d'observations à leur sujet, aucune estimation des dépenses n'ayant été présentée.

/...

22. Le Comité a également examiné les demandes de la CEPAL concernant les activités de recherche, y compris la création de services de références et la systématisation des statistiques. Comme dans le cas d'autres régions, le Comité s'est déclaré disposé à appuyer les activités de recherche orientées vers l'action et liées à la formulation des projets et il a décidé que le montant de la proposition révisée de la CEPAL à cette fin ne devait pas dépasser 50 000 dollars.

B. Demandes de financement de personnel émanant de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), de la Commission économique pour l'Asie occidentale (CEAO), de la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) et de la Commission économique pour l'Afrique (CEA)

23. A sa deuxième réunion, en juin 1977, le Comité consultatif avait recommandé d'effectuer immédiatement un prélèvement sur le Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme afin de permettre aux commissions régionales de recruter un administrateur de programmes en faveur de la femme, tout en estimant qu'il ne fallait pas y voir un précédent pour le financement d'un secteur du programme pour lequel les responsabilités des commissions sont clairement définies.

24. On a informé le Comité consultatif que toutes les commissions tiraient parti de cette ouverture de crédits et que l'on recrutait des administrateurs de programmes. Pour s'assurer les services d'un personnel très qualifié et pour laisser aux commissions le temps d'ajuster leurs prévisions budgétaires, le Comité consultatif a également recommandé d'autoriser, pour une période de deux ans, le financement à l'aide des ressources du Fonds d'un poste d'administrateur de programmes en faveur de la femme dans chaque commission régionale. En procédant de la sorte, un administrateur de programmes serait en poste à la CEAO, à la CEPAL et à la CESAP du 1er janvier 1978 au 31 décembre 1979 environ. Selon le Comité consultatif, il faudrait recruter ces administrateurs de programmes parmi des femmes de la région. Pour que ces administrateurs puissent se familiariser avec les besoins de la région, le Comité consultatif a recommandé que le Fonds prenne à sa charge un nombre raisonnable de déplacements pour chaque administrateur. Le Comité consultatif a suggéré que l'on ouvre à chaque région, selon les besoins particuliers, des crédits raisonnables à cet effet (jusqu'à concurrence de 12 000 dollars).

25. On a également reçu d'une région une demande d'aide financière pour un poste d'expert chargé d'animer un centre sous-régional. Le Comité consultatif comprenait parfaitement qu'il serait impossible aux commissions régionales de mettre au point des programmes dynamiques en faveur des femmes avec un seul administrateur à temps complet et il voyait bien la nécessité d'une action au niveau sous-régional. On a également reçu des demandes d'aide financière pour d'autres postes concernant un personnel d'appui. Bien qu'il ait examiné toutes ces demandes avec attention, le Comité consultatif a estimé qu'il ne pouvait pas recommander, à ce stade, de faire usage des ressources du Fonds pour plus d'un seul poste à temps complet par région. Il a exprimé l'espoir que les commissions seraient en mesure de financer à l'aide de leur budget ordinaire ou en faisant appel à d'autres sources les postes supplémentaires qu'il était urgent de pourvoir. A ce propos, le Comité consultatif a été d'avis que les commissions devraient étudier les sources possibles d'aide bilatérale.

/...

C. Principes directeurs et autres procédures administratives

26. Le Comité consultatif a estimé que le renforcement des programmes des commissions régionales en faveur des femmes devrait être d'intérêt majeur pour le Fonds. Il a pensé que la plupart des projets bénéficiant de l'aide du Fonds seraient élaborés par les commissions régionales agissant en consultation avec les gouvernements et les organisations non gouvernementales, ce qui entraînerait donc une participation directe du personnel des commissions. Les équipes de formation itinérantes organisées par la CEA et par la CESAP illustraient ce type d'activité. En revanche, il se pourrait que certains projets préparés par les gouvernements ou par les organisations non gouvernementales n'impliquent pas de contribution opérationnelle directe de la part des commissions régionales. En outre, d'autres organismes des Nations Unies pouvaient identifier, au niveau national, des projets ou des éléments de projets, qui mériteraient de bénéficier d'une aide du Fonds.

27. Le Comité consultatif a recommandé qu'indépendamment de la façon dont les projets étaient identifiés et formulés, les commissions régionales soient chargées, en dernier ressort, de choisir tous les projets régionaux ou nationaux pour lesquels on demanderait une aide du Fonds. Il fallait donc qu'une coopération très étroite s'institue entre les commissions régionales et les autres organismes des Nations Unies. Le Comité consultatif a émis l'idée que le Centre pour le développement social et les affaires humanitaires étudie la question, et notamment la procédure souhaitable pour la soumission des projets identifiés par les institutions spécialisées, avec les services chargés spécifiquement, dans toutes les organisations concernées, des activités concernant la femme.

28. Pour tous les projets pour lesquels les commissions régionales demandent une aide du Fonds, le Comité a recommandé que les commissions soient chargées, éventuellement en consultation avec d'autres organismes des Nations Unies, de s'assurer a) que le projet est acceptable pour les autorités officielles concernées; b) que ses incidences budgétaires à long terme, le cas échéant, ont été acceptées sans réserve par le gouvernement, l'organisation non gouvernementale ou l'organisme soumettant le projet; c) qu'on a assuré comme il convient le suivi, le contrôle et l'évaluation du projet; et d) qu'un rapport final sur le projet sera soumis au Centre pour le développement social et les affaires humanitaires, qui le transmettra à son tour au Comité consultatif.

29. Le Comité a admis que ses recommandations ne seraient appliquées intégralement que si le Centre pour le développement social et les affaires humanitaires (en qualité d'organisation administrante) et les commissions régionales échangeaient des informations et intervenaient constamment pour assurer le suivi des projets.

30. Le Comité consultatif a élu Mme Lucille Mair Vice-Présidente et a décidé qu'en l'absence de Président, Mme Mair serait autorisée à convoquer le Comité. Il a également décidé qu'il tiendrait à l'avenir deux réunions par an, en janvier et en juillet. Tous les projets devant être examinés lors de ces réunions devraient être communiqués au Centre pour le développement social et les affaires humanitaires deux mois avant chaque réunion, soit le 31 octobre ou le 30 avril au plus tard.

/...

D. Nomination d'un administrateur au Centre pour le développement social et les affaires humanitaires du Département des affaires économiques et sociales internationales

31. Lorsqu'il a étudié la question de la coordination entre le Centre pour le développement social et les affaires humanitaires ainsi que les programmes entrepris en faveur des femmes par les commissions régionales et les autres organismes des Nations Unies, le Comité consultatif a conclu qu'il serait souhaitable, au stade actuel de développement du Fonds et des programmes des commissions régionales en faveur des femmes, qu'un administrateur de sexe féminin appartenant au Centre soit particulièrement chargé de la coordination du Fonds avec les travaux du Centre, des commissions régionales et des institutions spécialisées. Le Comité consultatif a été d'avis que cet administrateur, qui serait basé à New York, devrait disposer d'un budget de déplacements qui lui permette de se rendre une fois par an au siège de chaque commission régionale.

32. Le Comité consultatif a estimé par conséquent qu'il serait tout à fait indiqué d'inscrire ce poste au budget ordinaire pour une durée d'au moins deux ans. Si la chose ne pouvait se faire dans l'immédiat, le Comité consultatif a recommandé que ce poste soit financé à l'aide des ressources du Fonds et pourvu dès que possible. Toutefois, le Comité s'est déclaré convaincu que ce poste devrait être inscrit au budget ordinaire le plus vite possible.

/...

III. OBSERVATIONS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

33. Le Secrétaire général se félicite des progrès réalisés par les commissions régionales dans la nomination de fonctionnaires supérieurs chargés d'élaborer les projets, ainsi que dans la formulation des projets pour lesquels on demande une aide au Fonds. Ces progrès sont incontestablement satisfaisants et l'on considère que les premières allocations de fonds aux commissions régionales n'ont été faites qu'en juin 1977, que les premiers engagements de dépenses datent de décembre 1977 et qu'à l'exception de la région de l'Afrique, les commissions n'avaient pas de mécanisme bien établi pour l'élaboration et l'exécution des projets.

34. En mai 1978, le Secrétaire général a nommé l'administrateur particulièrement chargé de la coordination des activités du Fonds avec celles du Centre pour le développement social et les affaires humanitaires, des commissions régionales et des institutions spécialisées, pourvoyant ainsi ce poste créé à l'aide des ressources du Fonds. L'administrateur s'est rendu à la CEAO et à la CESAP et compte se rendre à la CEPAL pour tenir des consultations sur l'élaboration des projets et les politiques du Fonds.

35. Il est également à noter que la plupart des projets financés par le Fonds avaient été conçus et/ou exécutés en coopération avec les institutions spécialisées le PNUD ou le FISE. Dans ce contexte, on est en train de créer, au niveau régional, des groupes de travail ou des comités interinstitutions. Un groupe de travail interinstitutions a proposé que son mandat comporte la formulation de suggestions quant aux projets prévus ou envisagés au programme commun pour la région et à exécuter conjointement par plusieurs organismes des Nations Unies, ainsi que la présentation de propositions au Fonds.

36. Dans le cadre de cette coopération entre les organisations du système des Nations Unies au niveau régional, on peut noter que les organismes ont exprimé le désir de participer aux sessions du Comité consultatif lorsqu'il examine des questions qui les concernent particulièrement.

37. A sa deuxième session, le Comité consultatif a recommandé de consentir au Centre pour le développement social et les affaires humanitaires une allocation de crédit globale de 300 000 dollars, dont 92 000 dollars pour les travaux préliminaires qu'implique la création de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme et 38 000 dollars pour la phase I de l'étude sur les problèmes de la femme, à laquelle procède l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social. A ce propos, le Secrétaire général tient à informer l'Assemblée générale qu'on a recruté un administrateur de sexe féminin qui a été chargé d'entreprendre des recherches et d'autres activités en vue de la création de l'Institut; cet administrateur est entré en fonctions en juillet 1978. L'Institut a mené à bien la phase I, "Etude exploratoire en Côte d'Ivoire", de l'étude susmentionnée. De plus, 72 400 dollars de cette allocation de crédit ont été consentis au Service de l'information pour des activités d'information : 25 900 dollars pour l'année 1977 et 46 500 dollars pour la publication du bulletin et de la brochure sur la Décennie des Nations Unies pour la femme, ainsi que du panneau mural et des dépliants expliquant le Plan d'action. En plus

/...

de ces 72 400 dollars, un montant supplémentaire de 9 600 dollars a été affecté à la publication "Law and the Status of Women" (Le droit et la condition de la femme). Un montant de 3 640 dollars a été alloué aux consultants interinstitutions. En outre, le Centre pour le développement social et les affaires humanitaires a affecté 5 600 dollars à l'impression du Plan d'action régional pour l'intégration de la femme dans le développement économique et social de l'Amérique latine.

38. Les projets proposés récemment par les commissions régionales se chiffrent au total à plus de 2 millions de dollars. Il est donc urgent de reconstituer les ressources du Fonds pour pouvoir satisfaire aux besoins des femmes dans les zones rurales et dans les zones urbaines pauvres, notamment dans les pays en développement les moins avancés, sans littoral et insulaires. Si l'on veut que le Fonds devienne une source utile et importante de financement des projets en faveur des femmes, il faut lui assurer une large assise financière. Le Secrétaire général est convaincu qu'on s'efforcera tout particulièrement lors de la prochaine Conférence pour les annonces de contributions convoquée conformément à la résolution 32/139 de l'Assemblée générale du 16 décembre 1977, d'apporter au Fonds des contributions volontaires importantes.

/...

ANNEXE I

Résumé des projets choisis par le Comité consultatif pour être
financés par le Fonds

1. Conformément au mandat que lui a confié l'Assemblée générale aux termes de sa résolution 31/133, le Comité consultatif, qui est chargé de soumettre des avis au Secrétaire général, a recommandé à sa deuxième session des allocations globales de 400 000 dollars chacune pour la CEA, la CEAO, la CEPAL et la CESAP. Il a aussi recommandé l'allocation d'une somme de 100 000 dollars pour imprévus, ce qui permettrait de financer notamment la promotion de la femme dans les territoires coloniaux et dans les pays les plus pauvres du monde développé. Vu les délais inévitables avant que les commissions régionales puissent obtenir des fonds au titre du budget ordinaire, le Comité a autorisé le versement d'une partie de l'allocation de 400 000 dollars en vue du recrutement, pour une période de deux ans, d'un administrateur de programmes en faveur de la femme, choisi parmi des femmes de chaque région. Il a recommandé par ailleurs que le Fonds de contributions volontaires fournisse jusqu'à 6 000 dollars par an au titre des frais de voyage de cet administrateur. Toutes les commissions ont pris des dispositions nécessaires pour recruter un administrateur de programmes en faveur de la femme. Dans certaines commissions, ces administrateurs sont déjà en place; dans d'autres, ils ont été recrutés.

2. On trouvera ci-après l'état d'avancement des projets au mois de juin 1978; des rapports complémentaires pourront être ajoutés en tant qu'additifs au présent rapport.

A. Commission économique pour l'Afrique (CEA)

3. Etant donné son passé et l'expérience qu'elle a acquise au cours des cinq dernières années dans l'élaboration de programmes en faveur de la femme, la CEA a pu immédiatement proposer un programme de coopération technique. Le Comité consultatif en a recommandé le financement et le Centre pour le développement social et les affaires humanitaires a demandé que les fonds nécessaires soient alloués.

4. Le programme consiste en deux éléments : un programme de réseau régional et des projets conçus pour des pays, des sous-régions ou des institutions spécifiques. Le programme de réseau régional recouvre les travaux menés par l'administrateur de programmes dont le Fonds assure le financement en liaison avec le Centre africain de recherche et de formation pour la femme, et comporte les activités suivantes : élaboration de projets; organisation d'ateliers sous-régionaux en vue de former des planificateurs aux techniques de préparation et d'exécution de projets; emploi, pour une période de courte durée, de six planificateurs conseils chargés d'aider, au niveau national, à la planification et au choix des projets, ainsi qu'à la mise en oeuvre et au suivi de projets spécifiques.

5. D'autres ateliers sous-régionaux consacrés à la préparation et à l'évaluation de projets pourront être organisés afin de définir des modèles de planification

/...

utilisables au niveau national. Ils dureront de deux à trois semaines et auront lieu dans des centres de formation ou des universités. Le premier a été organisé à Lusaka, en juin 1978, à l'intention du Comité spécial pour la femme et le développement, relevant d'un organe sous-régional de la CEA.

6. Le programme national comprend notamment les trois projets examinés ci-après : a) le Centre africain de recherche et de formation pour la femme, agissant en coopération avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE), a passé un accord avec l'Institut panafricain pour le développement, à Douala (Cameroun), en vue de fournir une assistance et d'organiser deux cours, l'un sur la nutrition appliquée, le développement des enfants, la santé, la protection sociale et la vie familiale, l'autre sur la nutrition et la vie familiale, appelé à devenir une nouvelle spécialisation dans le cadre du programme de formation de l'Institut en matière de développement rural. Ces cours seront ouverts aux hommes comme aux femmes, mais 16 bourses seront accordées à des femmes au cours de la première année afin de s'assurer de leur participation. C'est là un exemple des initiatives que prend le Centre africain de formation, en liaison avec la FAO et le FISE, pour élargir le programme d'enseignement de façon que les femmes de la sous-région puissent acquérir des compétences qu'elles pourront ensuite diffuser plus largement une fois rentrées dans leur pays. b) Au Rwanda, bien que la production des denrées alimentaires incombe aux femmes, elles ne reçoivent aucune formation agricole. Le Centre de recherche et de formation, en liaison avec le FISE, parrainera à leur intention, dans des centres sociaux, des ateliers de quatre semaines, sur les principes et les méthodes à appliquer en agriculture et horticulture ainsi que sur les techniques de conservation et de stockage des produits alimentaires, de façon que les femmes n'aient pas à les vendre à vil prix en pleine saison. Cet atelier aura lieu immédiatement après la récolte principale. c) Des ateliers seront organisés en Mauritanie pour aider les organisations féminines à former les femmes nomades devenues sédentaires aux techniques de l'horticulture et aux méthodes des coopératives de façon qu'elles puissent élargir leur marché en ville et accroître le revenu familial. On compte que ce projet permettra aussi de développer le travail de vulgarisation auprès des femmes. En outre, dans les sociétés nomades, on effectuera des recherches avec des femmes mauritaniennes sur la conservation des produits alimentaires et l'amélioration des techniques villageoises, en étudiant directement avec des femmes les méthodes de conservation du lait de chèvre et des dattes.

7. Par ailleurs, plusieurs projets nouveaux ont été proposés. L'un de ceux dont l'approbation a été recommandée a trait à la fourniture d'une assistance aux femmes du Niger pour l'extraction du sel. Ce projet associera le développement des techniques à la formation des femmes : il améliorera l'efficacité du processus d'extraction du sel et habituera les femmes à utiliser des méthodes de travail qui réduisent l'effort physique; il les aidera à explorer les possibilités de commercialisation qui leur permettront d'accroître leur revenu.

/...

B. Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP)

8. L'un des projets, pour lequel un crédit de 94 000 dollars a été approuvé, ajoutera au système de formation mobile, projet que la CESAP est déjà en train d'exécuter dans divers pays d'Asie, un aspect relatif à la femme. Ce projet permettra de recruter, de préférence dans le pays même, un expert supplémentaire des programmes en faveur de la femme, lequel préparera les femmes du pays à jouer un rôle d'animateur dans les zones rurales et pauvres, organisera des activités de formation artisanale, de formation aux méthodes de travail réduisant l'effort physique, ainsi que des activités génératrices de revenus. Si on le demande, la formation touchera également l'éducation familiale, l'éducation civique et d'autres domaines susceptibles de permettre aux femmes d'améliorer leur situation économique et leurs conditions de vie. Ce projet montre comment on peut accroître l'efficacité des programmes existants en leur ajoutant un aspect qui se rapporte spécifiquement aux femmes et en appuyant de petits projets réalisés en étroite coopération avec les responsables locaux, de façon que les femmes soient intégrées aux activités de la collectivité.

9. Outre qu'elle recrute un administrateur de programmes en faveur de la femme, à l'aide des crédits du Fonds de contributions volontaires, la CESAP augmente aussi son personnel en vue d'élaborer des projets en faveur de la femme. Le Centre de l'Asie et du Pacifique pour la femme et le développement travaille en collaboration avec la Commission à l'élaboration et à l'exécution de projets.

C. Commission économique pour l'Asie occidentale (CEAO)

10. Consciente de l'appui que le Fonds de contributions volontaires peut accorder à certains projets, la CEAO s'est résolument attelée à activer le projet de plan d'action régional mis au point en juin 1978 à la Conférence régionale d'Amman.

11. Les membres de la Commission ainsi que des conseillers régionaux et inter-régionaux ont effectué nombre de voyages pour rassembler des informations sur les possibilités de programmes et de projets en faveur de la femme. En 1976, la Commission a inauguré une banque de données sur la condition de la femme du point de vue de l'éducation et de la situation économique et sociale, ce qui facilitera l'élaboration de projets. Plusieurs projets ont été définis et en sont maintenant au stade de la préparation détaillée et de l'estimation des coûts; le Comité consultatif en sera saisi à sa quatrième session, prévue pour septembre 1978.

D. Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL)

12. En liaison avec la FAO et le Gouvernement mexicain, la CEPAL organisera une réunion des femmes qui s'occupent de programmes en faveur de la femme, au cours de laquelle seront examinés d'éventuels projets pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Antilles hispanophones. L'atelier contribuera également aux travaux de la Conférence régionale et internationale sur la réforme agraire et le développement rural.

/...

13. La Commission rassemble actuellement des informations sur les projets en cours dans la région et s'efforcera, avec le représentant résident du Programme des Nations Unies pour le développement, de définir les domaines convenant le mieux aux projets que le Fonds pourrait financer.

14. La CEPAL a recruté un administrateur de programmes en faveur de la femme à l'aide des ressources qu'elle a reçues du Fonds de contributions volontaires et est en train de créer en son secrétariat, à l'aide de contributions provenant de sources bilatérales, un service s'occupant des activités en faveur de la femme.

ANNEXE II

Etat financier du Fonds de contributions volontaires

Tableau 1

Etat de l'actif, du passif et du solde des fonds inutilisés et état
des recettes et des dépenses au 30 juin 1978

(En dollars des Etats-Unis)

I. Etat de l'actif, du passif et du solde des fonds inutilisés

Actif

Dépôts bancaires porteurs d'intérêts	2 834 762,74
Contributions annoncées non versées	1 023 040,00
Sommes à recevoir	22 046,41
Sommes versées à des agents d'exécution	18,32
Charges différées et autres avoirs	<u>1 354,00</u>
Total	<u>3 881 221,47</u>

Passif et réserves

Sommes à payer	587,13
Engagements non réglés	48 977,35
Réserve pour allocations	18,32
Montant dû au Fonds général de l'Organisation des Nations Unies	<u>18 011,68</u>
Total	<u>67 594,48</u>

Solde des fonds inutilisés

Solde disponible au 1er janvier 1978	2 664 812,87
<u>A ajouter</u> : Excédent des recettes sur les dépenses (voir ci-après)	<u>1 148 814,12</u>
Solde disponible au 30 juin 1978	<u>3 813 626,99</u>
Total général	<u>3 881 221,47</u>

II. Etat des recettes et des dépenses pour la période
de six mois s'achevant le 30 juin 1978

Recettes

Recettes provenant de contributions annoncées	1 171 485,00
Dons d'origine publique	100,00
Revenu des placements	60 560,15
Recettes accessoires	<u>40 955,55</u>
Total	1 273 100,70

/...

Tableau 1 (suite)

II. Etat des recettes et des dépenses pour la période
de six mois s'achevant le 30 juin 1978 (suite)

A déduire : Dépenses

Traitements et dépenses communes		
de personnel	70 558,94	
Frais de voyage	4 745,71	
Services contractuels	22 440,94	
Dépenses d'exploitation	1 310,21	
Bourses, donc, etc.	<u>25 230,78</u>	
Total		<u>124 286,58</u>
Excédent des recettes sur les dépenses		<u><u>1 148 814,12</u></u>

/...

Tableau 2

Contributions des gouvernements au 30 juin 1978 a/
(En dollars des Etats-Unis)

Pays	Contributions annoncées, non versées au 1er janvier 1978	Contributions annoncées et ajustements pour 1978	Sommes reçues en 1978	Contributions annoncées, non versées au 30 juin 1978
Algérie	-	5 000	-	5 000
Autriche	-	15 000	-	15 000
Bangladesh	-	1 000	-	1 000
Belgique	140 845	155 027	155 027	140 845
Bénin	-	2 000	-	2 000
Brésil	-	7 000	-	7 000
Chypre	-	300	300	-
Egypte	-	1 000	-	1 000
Emirats arabes unis	-	30 000	30 000	-
Etats-Unis d'Amérique	-	250 000	250 000	-
Finlande	-	9 451	9 451	-
Ghana	-	2 500	-	2 500
Inde	-	15 000	-	15 000
Iraq	3 000	-	-	3 000
Islande	-	1 200	-	1 200
Italie	-	20 000	-	20 000
Jamahiriya arabe libyenne	-	50 000	-	50 000
Jordanie	(3 000)	3 000	-	-
Koweït	-	3 500	3 500	-
Maroc	-	25 000	-	25 000
Népal	-	1 000	1 000	-
Norvège	-	186 951	186 951	-
Nouvelle-Zélande	-	9 697	9 697	-
Panama	-	500	-	500
Philippines	-	10 000	5 000	5 000
République arabe syrienne	-	500	-	500
République dominicaine	-	2 000	-	2 000
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	363 636	330 033	-	693 669
Sénégal	2 000	2 000	-	4 000
Suisse	-	20 000	-	20 000
Togo	-	826	-	826
Trinité-et-Tobago	-	1 000	-	1 000
Turquie	-	5 000	-	5 000
Venezuela	-	3 000	3 000	-
Yémen démocratique	-	1 000	-	1 000
Yougoslavie	-	2 000	1 000	1 000
Total	506 481	1 171 485	654 926	1 023 040

a/ Le montant des contributions n'inclut pas les sommes reçues au titre de dons d'origine publique (536 282 dollars au total).

